Un officier en exil met en garde contre une violence généralisée au Burundi

PANA, 27/07/2010 Paris, France – L'ancien capitaine de l'armée burundaise, Gratien Rukindikiza, qui vit en exil en France, a confié mardi à la PANA à Paris que les allégations de fraudes massives lors des dernières élections générales et la disparition du leader des Forces nouvelles de libération (FNL, ex-rébellion), Agathon Rwasa, présageaient d'une violence généralisée dans le pays. L'ancien chef rebelle Agathon Rwasa a disparu depuis début juin de la vie publique au Burundi et ses militants disent craindre pour sa vie. Selon M. Rukindikiza, le leader des FNL a trouvé refuge dans le district de Bujumbura, la capitale burundaise. "M. Rwasa n'a pas quitté le Burundi; il est réfugié quelque part dans le district de Bujumbura, craignant pour sa vie", a dit l'ancien officier des forces spéciales burundaises.

Déplorant le climat de tension qui prévaut dans le pays au lendemain des élections, l'ancien capitaine de l'armée burundaise a plaidé pour un dialogue entre les acteurs politiques afin d'éviter des violences post-électorales. "Beaucoup de citoyens n'ont pu exercer leur droit de vote; des partis importants ont refusé de prendre part aux consultations électorales. Je ne suis pas sûr que mes compatriotes puissent accepter des autorités élues dans des conditions aussi peu consensuelles", a averti M. Rukindikiza. Pour lui, si le pouvoir en place n'ouvre pas très vite des discussions avec ses opposants sur la reprise des élections, "la violence politique dont le Burundi a tant souffert pourrait repartir de plus belle". Des élections locales, législatives et un scrutin présidentiel ont été organisés entre mai et juillet au Burundi pour permettre la consolidation du multipartisme et aider le pays à tourner la page de la guerre civile qui a duré de 1993 à 2006. "Au contraire, ces scrutins ont ravivé les vieux démons du Burundi et accru considérablement les risques d'affrontements dans le pays. La communauté internationale doit agir maintenant pour prévenir un désastre de grande ampleur", a mis en garde l'ancien capitaine de l'armée, qui faisait partie de la garde rapprochée du président burundais Melchior Ndadaye, assassiné en octobre 1993.